

Election européenne : vers une abstention record

A un mois de l'élection européenne, seuls 22 % des Français avaient parlé de ce sujet avec leurs proches au cours de la semaine écoulée selon le baromètre Ifop/Paris-Match. En 2004, à la même distance du scrutin, cette proportion, déjà faible à l'époque, s'établissait à 27 %... L'indicateur de participation issu des enquêtes d'intentions de vote actuellement réalisées enregistre également un désintérêt massif de nos concitoyens et laisse entrevoir la perspective d'une abstention de 62 à 63 % contre un peu plus de 57 % en 2004. La faible lisibilité du fonctionnement du Parlement européen et la difficulté à appréhender les enjeux concrets de cette élection sont des ressorts importants de cette abstention. On évoquera également la crise économique qui frappe durement et occupe l'esprit des Français et les détournerait ainsi de la campagne. Pourtant pour une majorité d'entre eux, quoique convaincue de l'impact du passage à la monnaie unique dans la hausse des prix ces dernières années, l'euro a permis à la France de mieux faire face à la crise financière que si nous étions restés au franc. De la même façon, l'Europe apparaît aujourd'hui à beaucoup comme l'échelon adapté pour réfléchir et agir à une relance économique. Alors comment comprendre ce désintérêt grandissant des Français ?

Force est de constater que les affrontements ou les grands sujets qui avaient donné de la consistance et du relief au débat européen lors des précédentes consultations sont aujourd'hui éteints ou dépassés. Avec l'élargissement successif, le clivage entre souverainistes et fédéralistes s'est fortement estompé et l'usage quotidien de l'euro par des dizaines de millions de personnes depuis plusieurs années a rendu obsolète le débat sur la monnaie unique. La question de l'entrée de la Turquie dans l'UE ne divise guère puisque les partis de droite y sont tous opposés et que ceux de gauche n'y sont que très mollement favorables. Enfin, même le dossier des dates d'ouverture de la chasse, qui mobilisait jadis une partie de l'électorat, semble avoir été plus ou moins enterré. Ceci se traduit d'ailleurs par une harmonisation assez spectaculaire des programmes des principales formations politiques : les électeurs ayant le choix entre « une Europe qui protège », « un bouclier européen » et « une protection sociale européenne »... Dans ce contexte, on comprend la perplexité des Français et ce d'autant plus que les grands partis ont délibérément fait le choix de se lancer très tardivement en campagne. Au PS, hormis le désintérêt de certains cadres locaux davantage préoccupés par l'échéance des régionales, cette décision de retarder l'entrée en campagne fut dictée par le souhait de ne pas raviver les cicatrices encore fraîches de l'affrontement entre les tenants du « non » et du « oui » au référendum. De son côté, l'UMP a également opté pour une campagne courte. Le feuilleton, seulement très récemment clos, de la composition des listes européennes comme la décision d'organiser en mars les primaires pour les régionales en sont autant de preuves. Le scénario pour la formation présidentielle est alors le suivant : mener une campagne « éclair » en capitalisant au maximum sur le souvenir positif laissé par la présidence française de l'UE et rassembler, sur un discours de soutien à la poursuite des réformes, l'ensemble de l'électorat de la majorité derrière les seules listes UMP (les velléités autonomistes du Nouveau Centre et des Radicaux ayant été dissuadées). Pour les stratégies UMP, une campagne courte avec une forte abstention à la clé, devrait permettre d'éviter l'érosion (le RPR en 1999 et l'UMP en 2004 perdirent à chaque fois près de 3 points durant la campagne) et de donner un avantage stratégique à la droite. Les catégories lui étant généralement acquises (l'UMP étant actuellement à 40 % d'intentions de vote parmi les plus de 65 ans) sont en effet celles qui



participent le plus. A l'inverse, avec un taux d'abstention prévisible de 62 ou 63 % sur l'ensemble du corps électoral, on peut estimer qu'à peine un quart des jeunes ou des ouvriers se rendront aux urnes, ce qui ne sera pas sans effet sur l'issue du scrutin. Le PS sera ainsi handicapé, tout comme le Front National mais aussi le NPA dont les soutiens se concentrent précisément dans ces catégories (le Front de gauche, à l'électorat plus âgé, pouvant lui en tirer parti et sérieusement concurrencer le parti d'Olivier Besancenot).

A n'en pas douter, les résultats de cette élection européenne seront abondamment commentés. Ils constitueront de fait un indicateur précieux de l'état du rapport de force dans le pays à un an des régionales. Néanmoins, il conviendra de garder en tête que cette photographie du paysage électoral pourrait être quelque peu déformée par une abstention importante voire massive dans certains milieux.

Jérôme Fourquet
Directeur Adjoint
Département Opinion et Stratégie d'entreprise de l'Ifop
Mai 2009.